

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

Marché n°2025-05

Accord Cadre Travaux

Acheteur – Maître de l'ouvrage :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Lille-Douai
2 rue d'Iena
59000 Lille

Adresse postale :
125 Rue Saint Sulpice
CS 20821
59508 DOUAI CEDEX

Représentée par Madame Carole Grard – Directrice

Date et heure limite de réception des offres (DLRO) : 03/02/2026 à 12h00

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.1. Objet du marché.....	4
1.2. Lieu d'exécution	4
2. DESCRIPTION DU MARCHE	4
2.1 Mode de passation.....	4
2.2 Allotissement.....	4
2.3 Exclusivité	4
3. DUREE DU MARCHE	5
3.1 Prestations similaires	5
3.2 Durée de validité des bons de commande	5
4. PIECES DU MARCHE.....	5
4.1 Pièces contractuelles	5
4.2 Pièces non contractuelles	6
5. INTERVENANTS	6
6. CONDITION D'EXECUTION	7
6.1. Devis des Titulaires.....	7
6.2. Les bons de commande.....	7
6.3. Délais d'exécution	7
6.4. Préparation, organisation et coordination des travaux	8
6.5. Obligations du Titulaire	8
6.6. Réception des travaux	9
7. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT.....	9
7.1. Prix du marché.....	9
7.1.1 Nature des prix.....	9
7.1.2 Révision de prix.....	9
7.1.3 Clause de sauvegarde	10
7.1.4 Contenu des prix	10
7.1.5 Frais de coordination.....	10
7.1.6 T.V.A.	10
7.2 Condition de paiement.....	10
7.2.1 Avance	11
7.2.2 Mode et délai de règlement	11
7.2.3 Nantissement	11
7.2.4 Facturation	11
7.2.5 Retenue de garantie.....	12
8. SOUS TRAITANCE	12
8.1 Conditions générales.....	12
8.2 Modalité d'acceptation.....	13
8.3 Paiement direct du sous-traitant	13
8.4 Modalités de paiement direct / liquidation de la TVA	14
8.5 Intervention d'un sous-traitant indirect dans l'exécution des travaux et modalités de paiement	14
9. GARANTIE	14
9.1 Responsabilité.....	14
9.2 Garantie.....	14

10.	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES.....	15
10.1.	Clauses environnementales.....	15
10.2.	Clauses d'insertion par l'économie	15
10.2.1.	Le principe.....	15
10.2.2.	L'accompagnement de l'insertion	17
10.2.3.	Modalités de contrôle	18
11.	CLAUDE DE REEXAMEN ET MODIFICATION DU MARCHE	19
11.1	Prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service	19
11.2.	Solution technique innovante.....	19
11.3.	Événement imprévisible et étranger	20
11.4.	Changement d'un cocontractant	20
11.5.	Evolution des BPU (clause de réexamen)	20
11.6.	Clause de réexamens de l'accord-cadre.....	20
11.7.	Clause de réexamen au sein des bons de commande ou des marchés subséquents :	20
12.	PÉNALITÉS DE RETARD	21
13.	RESILIATION.....	22
14.	ASSURANCE.....	22
15.	AUTRES PIECES A PRODUIRE.....	23
16.	OBLIGATION LIEES A LA SECURITE ET CONFIDENTIALITE	23
17.	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	24
17.1	Obligations générales.....	24
17.2	Sous-traitance	24
17.3	Droit d'information des personnes concernées.....	24
17.4	Exercice des droits des personnes	24
17.5	Notification des violations de données à caractère personnel.....	25
17.6	Assistance du titulaire dans le cadre du respect par l'Acheteur de ses obligations :	25
17.7	Mesures de sécurité	25
17.8	Registre des catégories d'activités de traitement.....	25
17.9	Sort des données	25
18.	VOIES ET DELAIS DE RECOURS.....	25
19.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	25

1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. Objet du marché

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Accord-cadre travaux

Les prestations sont réalisées pour le Maître d'Ouvrage **CPAM de Lille Douai**, représenté par Carole Grard Directrice qui assure la Maîtrise d'Ouvrage.

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de travaux divers à effectuer dans le cadre d'entretien, réparation, rénovation ou modifications de bâtiments de la CPAM de Lille Douai.

Les différents travaux à réaliser sont, à titre d'exemple :

- Mise en conformité des locaux et des installations (levées des réserves liées aux contrôles périodiques),
- Demandes d'intervention émises de façon ponctuelle et aléatoire,
- Travaux de modifications ou de rénovations.

1.2. Lieu d'exécution

La CPAM de Lille Douai a en charge le patrimoine immobilier :

- site de Lille

2 rue d'Iena
59000 LILLE

- site de Douai

125 Rue Saint Sulpice
59508 DOUAI,

2. DESCRIPTION DU MARCHE

2.1 Mode de passation

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L 2123-1, R 2123-1, R 2123 – 4 à 6, R 2131-12 et 13, R 2131-18 de la commande publique.

2.2 Allotissement

La présente opération est dévolue en 5 lots séparés en fonction de la nature des travaux, au sens de l'article à l'article L 2113-10 du code de la commande publique selon la décomposition suivante :

- Lot 1 Travaux électriques : courants forts, courants faibles
- Lot 2 Travaux d'aménagements intérieurs, démolitions, cloisonnements, isolation, plafonds, menuiseries intérieures
- Lot 3 Travaux de revêtements sols et murs, peintures
- Lot 4 Travaux de plomberie – sanitaire
- Lot 5 Travaux de voirie, réseaux divers, enrobée, dallage, terrassement, revêtements extérieur, bordure, marquage.

Chaque lot est mono-attributaire et fait l'objet d'un accord-cadre distinct.

2.3 Exclusivité

Le présent accord cadre couvre les opérations de travaux d'un montant total estimatif inférieur 250 000,00 € HT pour l'ensemble des lots relatifs à une opération.

Le Maître d'Ouvrage dispose de la faculté de déroger au principe d'exclusivité des titulaires de l'accord-cadre dans les conditions suivantes :

- Pour des besoins exceptionnels par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement de l'accord cadre ;
- En cas d'existences d'accord-cadre de maintenance correctif ou préventif existant ;
- Pour des travaux nécessitant un Maître d'œuvre, une demande de permis ;
- Pour les opérations d'un montant estimatif supérieur à 250 000.00 € HT

Cependant, la CPAM de Lille - Douai pourra avoir recours au présent accord-cadre pour les opérations ci-dessus mentionnées dont les consultations s'avèreraient infructueuses.

3. DUREE DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'1 an à compter de sa notification.

Il pourra être reconduit tacitement 3 fois maximum pour la même période dans les conditions suivantes :

Indications	Durée	Montant € HT
Lot 1 Travaux électrique : courants forts – courants faibles		
Montant estimatif	4 ans	430 000.00 €
Montant maximum	4 ans	800 000.00 €
Lot 2 Travaux aménagements intérieurs, démolitions, cloisonnements, isolation, plafonds, menuiseries		
Montant estimatif	4 ans	1 400 000.00 €
Montant maximum	4 ans	3 000 000.00 €
Lot 3 Travaux de revêtement sols et murs, peintures		
Montant estimatif	4 ans	580 000.00 €
Montant maximum	4 ans	1 000 000.00 €
Lot 4 Travaux de plomberie - sanitaire		
Montant estimatif	4 ans	100 000.00 €
Montant maximum	4 ans	400 000.00 €
Lot 5 Travaux de voirie réseaux divers enrobée dallage terrassement revêtements extérieur bordure marquage		
Montant estimatif	4 ans	100 000.00 €
Montant maximum	4 ans	200 000.00 €

Conformément à l'article R 2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du marché.

L'Organisme pourra décider à chaque reconduction de prolonger ou pas le marché en respectant un préavis de 3 mois avant la date anniversaire du marché.

En cas de non reconduction, le titulaire est averti par lettre recommandée avec accusé de réception trois mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

3.1 Prestations similaires

L'acheteur peut passer avec les titulaires des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, durant toute la validité de l'accord-cadre à compter de la notification du présent accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

3.2 Durée de validité des bons de commande

La conclusion des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Cependant, l'exécution de la prestation peut s'achever au-delà de la période de validité de cet accord cadre (jusqu'au parfait achèvement de la dernière opération passée par bon de commande faisant référence au présent accord-cadre).

4. PIECES DU MARCHÉ

4.1 Pièces contractuelles

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles propre à chaque lot ;
- Les bordereaux des prix unitaires (BPU) propres à chaque lot ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques communes (CCTC) pour tous les lots et ses annexes éventuelles ;

- Les cahiers des clauses particuliers (CCTP) propres à chaque lot et leurs annexes éventuelles ;
- Les bons de commande du présent accord-cadre ;
- L'offre technique du titulaire.

Les documents applicables sont ceux en vigueur lors du mois limite de remise des offres :

- Le Code de la commande publique ;
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale ;
- CCAG Travaux issus de l'arrêté du 1er avril 2021 sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus dont la liste figure in fine du présent CCAP ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G) applicable aux marchés de travaux de bâtiments passés au nom de l'État (Décret n° 93.1164 du 11.10.1993, modifié) sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus.

Pour l'accord-cadre comme pour les marchés subséquents et les bons de commandes, les exemplaires originaux des pièces des marchés, faisant seuls foi, seront conservés dans les archives de la CPAM de Lille Douai.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Toute clause portée sur une documentation transmise par le titulaire et contraire aux pièces constitutives des présents accords-cadres est réputée non écrite.

4.2 Pièces non contractuelles

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- Plan de préventions ;
- Livret de sécurité.

Ces documents deviennent contractuels lors de la conclusion de marchés subséquents ou de bons de commande.

5. INTERVENANTS

La Maîtrise d'Ouvrage est assurée par la CPAM de Lille – Douai, représenté par Carole GRARD Directrice de l'organisme.

Adresse :

CPAM de Lille – Douai

2 rue d'Iéna

59000 Lille

Courriel : MARCHES.cnam-lille-douai@assurance-maladie.fr

La maîtrise d'œuvre est interne et assurée par le Responsable Adjoint du département administration générale.

La CPAM de Lille – Douai pourra selon le besoin et la nature des opérations faire appel à un Maître d'Œuvre qui sera l'interlocuteur des titulaires dans les conditions prévues aux articles R2412-1 à R2432-7 du code de la commande publique.

La conduite des opérations sera assurée par la Maitrise d'Ouvrage.

La coordination des systèmes de sécurité santé sera assurée par la Maitrise d'Ouvrage.

La coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

La mission d'OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) est confiée par défaut au Titulaire.

Représentation des parties :

Le Titulaire désigne dès le début du marché les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de la représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du C.C.A.G., la bonne exécution de ces prestations suppose que le Titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès du Maître d'Ouvrage, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le Titulaire est l'interlocuteur unique du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du marché. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du marché, le Titulaire en avise sans délai le Maître

d'Ouvrage et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

Les membres de la direction de la CPAM de Lille – Douai sont habilitées à représenter l'organisme auprès des Titulaires. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées en cours d'exécution.

6. CONDITION D'EXECUTION

6.1. Devis des Titulaires

Pour toutes demandes de prestations, le Titulaire sera sollicité pour établir un devis. Une visite si nécessaire pourra être convenu afin de valider et chiffrer le besoin.

Le Titulaire fournira le devis dans les 3 jours ouvrés.

Le devis comportera à minima les renseignements suivants :

- Les références de l'accord-cadre et le numéro du lot ;
- Le lieu d'exécution ;
- La description des prestations et/ou fournitures commandés ;
- La date prévisionnelle de commencement des travaux, convenu entre l'acheteur et le Titulaire et le délai maximum éventuel de réalisation des travaux ;
- Les prix sont indiqués en hors taxe, le montant total HT, TVA et TTC.

Le Titulaire est tenu de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de son devis. Aucune réclamation du Titulaire ne pourra être prise en compte après la notification du bon de commande.

Lorsque les offres contiennent des prestations et fournitures prévues au BPU, elles devront respecter les prix chiffrés au BPU. Les prix hors BPU devront respecter les conditions fixées à l'article 7.1.1. du présent C.C.A.P.

Sans retour du Titulaire suite à la demande de devis, le Titulaire risque des pénalités de retard.

6.2. Les bons de commande

La conclusion des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Le délai d'exécution maximal est jusqu'à parfait achèvement des travaux.

Les bons de commande seront notifiés au Titulaire au fur et à mesure des besoins.

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG travaux, le bon de commande vaut ordre de service.

Chaque bon de commande précisera :

- Les références de l'accord-cadre et le numéro du lot ;
- Le lieu d'exécution ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La description des prestations et/ou fournitures commandés ;
- Les prix unitaires en hors taxe, le montant total HT, TVA et TTC ;
- La date prévisionnelle de commencement des travaux, convenu entre l'acheteur et le Titulaire et le délai maximum éventuel de réalisation des travaux ;
- L'adresse de facturation.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le représentant du Maître d'Ouvrage ou toute personne qu'il a désignée à cet effet.

6.3. Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés par le Maître d'Ouvrage dans les documents particuliers des bons de commande.

Par défaut les délais d'exécution sont ouverts et sont les suivants :

Urgence critique	Sous 2h après appel téléphonique ou mail
Urgent	48h à réception du bon de commande
Non urgent	10 jours à réception du bon de commande

Ces délais pourront faire l'objet de dérogation si les pièces nécessaires à l'intervention ne sont disponibles qu'après une commande.

6.4. Préparation, organisation et coordination des travaux

La période de préparation est régie par l'article 28 du CCAG travaux. Cette période de préparation commence à courir à compter de la notification du bon de commande.

Il est procédé, en particulier au cours de la période de préparation aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes.

Par les soins du Maître de l'Ouvrage en liaison avec les entreprises :

- La mise au point du calendrier détaillé d'exécution, étant entendu que celui-ci devra être remis au représentant du Maître de l'Ouvrage, signé par l'Entrepreneur 5 jours au moins avant la fin de la période de préparation du chantier. Ce calendrier précise :
 - Les dates d'intervention ;
 - La fixation des dates de remise des études techniques ;
 - L'organisation du chantier.

Par les soins de l'Entrepreneur, en liaison avec le Maître de l'Ouvrage :

- Le projet des installations de chantier.

Les règles d'organisation du chantier sont définies dans le C.C.T.C.

Selon le type de travaux à exécuter sur le site, la coordination sera assurée par le Maître d'Ouvrage.

Par conséquent, l'Entrepreneur n'a pas à prévoir de frais à ce titre.

Etablissement recevant du public (ERP)

Les travaux devant se dérouler dans un établissement recevant du public pendant la durée de son exploitation, le titulaire (le mandataire commun en cas de groupement d'entreprises) a prévu dans son prix et exécute toutes les protections nécessaires aux séparations effectives et appropriées entre les espaces de chantier et ceux restant accessibles au public et/ou aux utilisateurs

6.5. Obligations du Titulaire

Le Titulaire est seul responsable, vis à vis des tiers, dans les termes du droit commun, de son administration ou de sa gestion.

Le Titulaire s'engage, en réalisant les prestations décrites dans le C.C.T.P, à obtenir les résultats qui sont contractuels.

Le Titulaire devra respecter toutes les réglementations en vigueur pendant toute la durée du marché, ainsi que les règles de l'Art, et devra observer les contraintes d'exploitation en matière de sécurité, d'hygiène et de prévention des accidents du Travail.

Le Titulaire devra se soumettre aux exigences de transparence et s'engage à mettre à disposition de l'Acheteur, tous documents relatifs à la gestion du marché.

Le Titulaire et ses éventuels sous-traitants devront se soumettre aux règlements intérieurs et de sécurité, présents ou à venir.

Le Titulaire aura l'obligation de participer activement aux réunions périodiques organisées par l'Acheteur, dans un esprit de fructueuse collaboration, aura à informer l'Acheteur de tout événement lié à l'exécution du marché (e-mail sous deux heures), et aura à soumettre à l'Acheteur toutes propositions techniques qui amélioreraient l'exécution du marché.

Le Titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard du Maître d'Ouvrage. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le Titulaire en sa qualité de professionnel, s'engage à communiquer au Maître d'Ouvrage dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu une communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents ou objet quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de l'Acheteur être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du Titulaire à l'occasion de la livraison des travaux.

6.6. Réception des travaux

La réception des travaux intervient après achèvement des travaux et marque l'acceptation ou le refus de conformité par le Maître d'Ouvrage. La visite de contrôle est organisée par le maître d'Ouvrage avec la participation du Titulaire. Un procès-verbal sera formalisée qui officialisera l'admission des travaux ou inscrira des réserves éventuelles (EXE6).

L'admission des travaux débloquent le paiement de la facture.

En cas de réserves, le paiement de la facture sera débloquent lors de la levée de réserves (EXE8)

7. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

7.1. Prix du marché

7.1.1 Nature des prix

Les prix renseignés par les titulaires dans les bordereaux des prix (BPU) de l'accord-cadre constituent, pour la durée de validité de l'accord-cadre, les prix plafonds qui ne pourront être dépassés pour les prestations et les fournitures qui y sont chiffrées.

Le marché public peut prévoir des prestations non prévues mais conformes à l'objet du bordereau des prix unitaires. Les prix des prestations et fournitures non chiffrées au BPU sont, le cas échéant, des prix des matériels, auxquels sera appliqué le coefficient prévu au dit BPU. Le Titulaire se conformera au taux horaire indiqué dans le BPU concernant la main d'œuvre et le déplacement.

A l'appui de son devis, le titulaire joindra toute pièce justificative correspondante aux fournitures hors BPU commandées, notamment les justificatifs de leurs fournisseurs (devis, extrait catalogue, etc.).

7.1.2 Révision de prix

Les prix du présent accord-cadre sont fermes au cours de la première année, puis révisibles semestriellement (6 mois), à date de notification du marché, à la hausse ou à la baisse, sous réserve des dispositions de l'article 7.1.3 par application d'une formule de révision :

La **formule de révision** utilisée est $P = P_o \times (0.15 + 0.85 \times I_m / I_o)$.

P = prix actualisé

P_o = prix initial

I_o = valeur de l'index au mois M_o

I_m = valeur de l'index pour le mois de référence

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
BT01	Bâtiment - Tous corps d'état

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis.

En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Toute demande de révision du prix devra être présentée par le titulaire, accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul du nouveau prix, au plus tard un mois avant la date d'application de la révision.

Les informations relatives à la variation des prix sont communiquées au service par courriel à :

MARCHES.cpam-lille-douai@assurance-maladie.fr

La demande de revalorisation de prix intervenant hors des délais prescrits ne sera applicable que pour les bons de commande émis après acceptation des nouveaux tarifs par la CPAM de Lille – Douai.

7.1.3 Clause de sauvegarde

En cas de hausse supérieure à 5 % des prix des BPU, et par dérogation à l'article 50 du CCAG, la CPAM de Lille Douai se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

7.1.4 Contenu des prix

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix des BPU et des offres des titulaires aux consultations sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux).

En complément de l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix comprennent :

- La reconnaissance et préparation ;
- La fourniture des matériaux et produits propres à l'exécution des travaux ;
- L'implantation et le traçage des ouvrages ;
- L'exécution des percements, des saignées, encastrement et leur calfeutrement nécessaires à l'exécution des travaux du lot ;
- La protection des ouvrages existants ;
- La protection des personnes notamment en cas de site occupé ;
- Les signalisations provisoires, balisages des zones de travaux et accord d'occupation du domaine public ;
- Les sujétions pour travail en hauteur ;
- L'aménagement des zones de stockage des matériels de chantier ;
- Le nettoyage, le tri et l'évacuation des déblais, gravats et déchets au fur et à mesure de l'exécution ;
- Les dispositions relatives à la protection des travailleurs ;
- Le nettoyage à la réception des travaux ;
- Tous les travaux indiqués au dossier ainsi que ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la prestation suivant toutes les règles de l'Art ;
- La rédaction et la remise du rapport définitif et DOE ;
- Toutes les taxes ;
- Les charges et les assurances ;
- Les frais d'établissement de devis ;
- Les frais d'installation de chantier, de fournitures, de main-d'œuvre, de levage, de manutention, d'échantillonnages, d'essais des ouvrages et de nettoyage du chantier ;
- D'une manière générale : toutes les prestations prévues au présent CCAP, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution du marché et tout autre élément précisé dans les documents de la consultation du marché passé sur la base des présents accords-cadres.

7.1.5 Frais de coordination

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

7.1.6 T.V.A.

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

La taxe sur la valeur ajoutée est celle en vigueur lors de l'exécution des prestations.

7.2 Condition de paiement

Les dispositions du présent article s'appliquent sauf modalités particulières prévues par le bon de commande.

7.2.1 Avance

Sur demande du Titulaire et conformément aux articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique, le cocontractant aura droit à une avance si le montant du marché initial, ou de la tranche en cas de marché à tranches, est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution des travaux est supérieur à deux mois.

Si la durée du marché est supérieure à **12 mois**, l'avance est calculée de la façon suivante :

- Taux de l'avance multiplié par une somme égale à 12 fois le montant initial € TTC divisé par cette durée exprimée en mois.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

En application de l'article 10.1 du CCAG-TRAVAUX, le Maître d'Ouvrage retient l'option A.

1. Lorsque l'entrepreneur, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique :
 - ❖ Le taux de l'avance est fixé à **30%** en application de l'article A.10.1 du CCAG-TRAVAUX.
2. Lorsque l'entrepreneur, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique :
 - ❖ Le taux de l'avance est fixé à **5%** en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

Afin de débloquer l'avance, une facture d'avance forfaitaire sera adressée à la CPAM de Lille – Douai.

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies précisément aux articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

En cas de sous-traitance

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R 2191-3 du code de la commande publique.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par l'acheteur conformément aux articles R 2193-17 à 21 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance se font dans les conditions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique au regard du montant des prestations confiées au sous-traitant tel que cela figure à l'acte d'engagement ou à l'acte spécial.

Conditions de remboursement

Que ce soit le titulaire du marché ou le sous-traitant, les conditions du remboursement de l'avance se font dans les conditions suivantes : par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

7.2.2 Mode et délai de règlement

Conformément aux articles L2192-10 et L2192-11, la CPAM, se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte du Titulaire dans les 30 Jours à compter de la réception de la facture, sauf non-conformité de celle-ci.

NB : Comme indiqué à l'article R2192-12, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

7.2.3 Nantissement

En vue du régime de nantissement, est désigné comme comptable assignataire le Directeur Comptable et Financier de la CPAM Lille Douai.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191.59 du Code de la Commande Publique par renvoi et application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale est le Directeur Général de la CPAM Lille Douai.

7.2.4 Facturation

Les factures peuvent être émises :

- ❖ **Par voie dématérialisée** : via le portail **ChorusPro**.

Dans ce cadre, les informations nécessaires sont les suivantes : N° Siret : 517583423 00010

- ❖ **Par voie postale** : libellées au nom de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie Lille-Douai et adressées au : « Service logistique » 125 rue Saint-Sulpice – CS20821 59508 DOUAI Cedex ou à [l'adresse mail : facturation-cpam595.cpam-lille-douai@assurance-maladie.fr](mailto:facturation-cpam595.cpam-lille-douai@assurance-maladie.fr).

Elles porteront, outre les mentions légales et réglementaires, les indications suivantes:

- Nom et adresse et raison sociale du créancier ;
- L'intitulé et le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans son Acte d'Engagement ;
- Le numéro, l'intitulé et la date du marché ainsi que de chaque avenant éventuel ;
- La prestation exécutée ou livrée, sa date et son lieu d'exécution ;
- Le montant en euro hors taxe de la prestation ;
- À chaque révision : sur une feuille annexe, le détail de son calcul ainsi que la valeur des indices qui ont servi à son établissement ;
- Le taux et le montant de la T.V.A.

Conformément à Article L2192-10 L2192-11, la CPAM se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte du Titulaire dans les 30 Jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Conformément à l'article R 2192-31, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Conformément aux articles L.2192.13 et D.2192-35, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€ s'ajoute aux intérêts moratoires en cas de retard de paiement

7.2.5 Retenue de garantie

La retenue de garantie ne s'applique que sur les projets de plus de 90 000,00 € HT tous lots confondus.

Conformément aux articles L 2197-7 et R 2191-33 à 34 du code de la commande publique, il sera prélevé par fractions sur chaque versement autre qu'une avance une retenue de garantie de 5 % (ou de 3% s'il s'agit d'une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13) sur le montant initial modifié le cas échéant, du montant des avenants.

Le Titulaire du marché peut remplacer la retenue de garantie par une caution bancaire. Cette caution doit être remise au Maître d'Ouvrage, au plus tard avec la première situation.

Le soumissionnaire indiquera dans son acte d'engagement sa préférence pour la retenue de garantie ou la caution bancaire.

La retenue de garantie est remboursée, au plus tard 1 mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement (1 an). En cas de retard dans le délai de remboursement, les intérêts moratoires sont dus et versés dans les mêmes conditions qu'en matière de non-respect des délais de paiement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

8. SOUS TRAITANCE

8.1 Conditions générales

Le titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant de l'Acheteur.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le Maître de l'Ouvrage.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché.

Il peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du Maître de l'Ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, quel que soit le montant de la sous-traitance.

Conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975, tout sous-traitant occulte dûment constater par le Maître de l'Ouvrage donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc définie par ladite lettre de mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le Maître de l'Ouvrage pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le Titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L 8271-1-1 du Code du travail.

8.2 Modalité d'acceptation

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet au Maître de l'Ouvrage ou lui adresse par mail :

1) Une déclaration spéciale mentionnant :

- a. La nature des prestations sous-traitées ;
- b. Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c. Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d. Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant ;
- e. Les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

2) Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics :

Si cette demande intervient après la remise des offres ou après notification, le Titulaire doit établir que la cession ou le nantissement ne s'oppose pas à l'acceptation du sous-traitant.

Sous réserve que la demande ait été complète, la notification du marché emportera l'acceptation du sous-traitant dès lors que la demande est intervenue avant la date limite de remise des offres.

Si cette demande est intervenue après la date limite de remise des offres, et a fortiori après notification, elle sera constatée par la rédaction d'un acte spécial signé des deux parties.

Le silence de l'Acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de la totalité des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le Titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à la personne signataire du marché lorsque celui-ci en fait la demande.

S'il n'a pas rempli cette obligation **15 jours** après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 1/1000 du montant du marché.

Si **1 mois** après la mise en demeure, aucun contrat de sous-traitance n'a été transmis, l'Acheteur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

8.3 Paiement direct du sous-traitant

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur à l'entreprise principale et à l'Acheteur par toute voie probante. Il libelle les factures.

Au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG-TRAVAUX, la demande de paiement adressée à l'Acheteur est accompagnée du double des pièces adressées au Titulaire, ainsi que de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le Titulaire.

À la réception des factures, le Titulaire dispose d'un délai de **15 jours** pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et à l'Acheteur.

En cas d'accord, le titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par l'Acheteur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance et inclut la TVA. Il reprend dans le décompte ou la facture qu'il adresse à l'Acheteur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées, en les faisant apparaître distinctement.

L'Acheteur procède au paiement du sous-traitant dans les délais réglementaires **30 jours** à compter soit de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, soit de l'expiration du délai de **15 jours** si pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

En cas de non-retrait du pli envoyé par LRAR, le délai de **30 jours** court à compter de la réception de la copie de l'avis postal par l'Acheteur.

8.4 Modalités de paiement direct / liquidation de la TVA

Depuis le 1er janvier 2014, un mécanisme d'auto-liquidation de la TVA est instauré dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (B.T.P), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujéti à la TVA.

Ainsi, la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit désormais être acquittée par le donneur d'ordre.

Les sous-traitants n'ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

Mécanisme d'auto-liquidation :

Désormais, la taxe doit être acquittée par le preneur, c'est-à-dire l'entrepreneur titulaire du marché.

L'entreprise sous-traitante ne doit plus facturer la TVA relative à ces travaux. Les factures doivent comporter la mention « auto-liquidation » justifiant l'absence de collecte de la taxe par le sous-traitant et faire apparaître clairement que la TVA est due par le preneur assujéti.

L'entreprise principale est redevable de la TVA sur les travaux immobiliers qu'elle sous-traite.

En cas de paiement direct du sous-traitant, le Maître d'Ouvrage doit le payer sur une base hors taxe et l'entrepreneur principal auto-liquide la TVA.

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues pour la partie de la prestation exécutée et que la personne responsable du marché devra faire régler à chaque sous-traitant.

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et du solde ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total des paiements (hors intérêts moratoires) effectués au profit d'un sous-traitant, ramenés aux conditions du mois d'établissement des prix stipulés dans l'annexe à l'acte d'engagement ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial correspondant, ne peut excéder le montant à sous-traiter.

8.5 Intervention d'un sous-traitant indirect dans l'exécution des travaux et modalités de paiement

La sous-traitance indirecte n'est pas possible sur ce marché.

9. GARANTIE

9.1 Responsabilité

Le titulaire sera responsable de tous dégâts, détériorations ou soustractions (meubles et immeubles) survenus sur le chantier pendant les travaux, soit du fait de ses ouvriers, soit du fait de personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier.

Dans le cas d'interventions simultanées de plusieurs entrepreneurs, et dans l'hypothèse où l'auteur du dégât ou de la soustraction ne pourrait être connu, la réparation en serait supportée par les divers entrepreneurs intervenant sur le chantier et proportionnellement au montant de leurs travaux.

Pendant l'exécution, et jusqu'à l'achèvement des travaux, le titulaire demeurera responsable de tous les matériaux, métaux, appareils et objets destinés aux travaux, qu'ils soient mis en œuvre et adhérent au bâtiment ou simplement déposés sur le chantier.

9.2 Garantie

Conformément à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, le délai de garantie est fixé à un an à compter de la date d'effet de la réception.

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par le Maître d'Ouvrage.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable au Maître d'Ouvrage.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Le Titulaire effectue les mises au point et/ou réparations demandées dans le délai fixé par le Maître d'Ouvrage. Si à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état. Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG, cette prolongation est automatique sans décision préalable du Maître d'Ouvrage.

10. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

Le prestataire est avisé de l'importance accordée par la CPAM de Lille - Douai à la préservation de l'environnement et à l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi ou handicapées.

10.1. Clauses environnementales

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental suivants :

✓ Le Titulaire fournira ses labels et certifications concernant l'environnement. Il indiquera chaque année, les mesures prises en faveur de l'environnement. Il fournira un bilan carbone afin de vérifier les impacts de ces mesures.

✓ Le Titulaire fournira les attestations de traitement des déchets générés par l'activité sur les sites de la CPAM de Lille – Douai.

✓ Le Titulaire fournira le taux de réemploi du matériel démonté.

✓ L'ensemble des produits utilisés par le Titulaire devront répondre aux normes Ecolabel européen, NF Environnement ou équivalent. Pour certaines tâches ne pouvant être réalisées avec ces produits répondant aux normes, le Titulaire justifiera son choix de produit en fournissant des Fiches de Données Sécurité, des Fiches de Données Environnementales (si elles existent) et des Fiches Techniques de tous les produits et consommables utilisés, au début de la prestation, et lors de tout changement de produit.

✓ Le Titulaire s'engage à limiter l'usage de produits à forte teneur en perturbateurs endocriniens. Il trouvera des alternatives aux produits et fournira les fiches techniques. Il exclura les emballages plastiques.

10.2. Clauses d'insertion par l'économie

10.2.1. Le principe

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, l'accord cadre fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières.

Les publics éligibles

Pour ces lots, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes.

- Des demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, AI...) ;
- Les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle ;
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail sur avis motivé des structures précisant les difficultés d'insertion professionnelle ;
- Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT ;
- Les personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

Pour les candidatures qui ne seraient pas déjà identifiées par le facilitateur, l'entreprise s'engage à fournir un justificatif démontrant leurs éligibilités au titre de la clause sociale de moins de 3 mois.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste. Aucune éligibilité ne pourra être reconnue pour les salariés déjà en activité sur le marché.

Volume d'heures de travail réservées

Sur chacun des lots concernés du marché, le titulaire s'engage pour l'exécution sur la durée d'exécution totale du présent Marché (y compris la période de reconduction) à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion de cinq (5) heures par tranche de dix-mille (10 000) euros H.T de commandes facturées, pour un ensemble de commandes au moins égale à 140 000€ HT.

Ces heures sont additionnées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

Si le nombre de prestation réalisée sur la période du marché est inférieure à 140 000€, aucune heure d'insertion ne sera exigée à l'entreprise adjudicataire. A partir 140 000€ de commande, l'entreprise devra consacrer 70 heures de travail à une personne éloignée de l'emploi et 5 heures supplémentaires par tranche de 10 000€.

La mise en œuvre de l'action d'insertion entre en application lorsque le montant cumulé des bons de commande est égal ou supérieur à 70 heures. Toutefois, le titulaire est libre d'engager une action d'insertion sociale en deçà de ce seuil de commande et au moment qu'il juge opportun.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la clause sociale, les commandes effectuées les trois derniers mois du marché ne seront pas prises en compte dans le calcul du volume d'heure d'insertion.

Dans le cas où une même entreprise serait titulaire de plusieurs lots, le calcul de la volumétrie de la clause sociale sera réalisé sur la totalité du volume des commandes.

Comptabilisation des heures

Les heures comptabilisées sont les suivantes :

- Les heures travaillées rémunérées ;
- Les congés payés, pris à l'occasion de ce marché ;
- Les jours fériés, pris sur ce marché ;
- Les jours d'intempéries (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise) ;
- Les arrêts maladie, pris à l'occasion de ce marché ;
- Les accidents de travail ;
- Les congés exceptionnels (paternité...) ;
- Les heures de formation réalisées dans le cadre du contrat de travail (CDD, CDI, alternance, intérimaire) ou lors de CDPI, de CIPI (ou équivalent), si les formations préalables sont suivies de missions chez le titulaire et à condition que le projet ait été préalablement convenu entre les parties (publics en insertion, opérateur, facilitateur et entreprise). Le nombre d'heures de travail doit être supérieur au nombre d'heures de formation.

En cas de d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modalités de remplacement

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des salariés en insertion et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

Durée de valorisation au titre de la clause sociale

1 / La règle générale

Pour un participant éligible à la clause sociale et répondant aux critères définis ci-dessus, ses heures de travail seront valorisées pour une durée maximum de 24 mois sur la même procédure d'achat.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

2 / Les cas particuliers

Valorisation d'un même candidat à travers plusieurs contrats de travail

Dans le cadre d'une même procédure d'achat (y compris sur des lots différents), un même candidat peut être valorisé au titre des clauses sociales à travers plusieurs contrats différents issus ou non du même employeur. **Toutefois, dans le cas où une période d'interruption entre deux contrats serait supérieure à 6 mois, l'éligibilité de la personne concernée devra impérativement être vérifiée et démontrée.** Un même individu ne peut toutefois pas être valorisé plus de 24 mois sur une même procédure.

L'embauche en CDI du candidat

Si l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, recruté en application de la clause sociale d'insertion du marché (dans le respect des conditions citées ci-dessus) la durée de valorisation totale du salarié sera de 36 mois. Cette durée sera, dans tous les cas, mesurée à partir de la date de sa première embauche en application de la clause sociale dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat.

La globalisation

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du donneur d'ordre et/ou du facilitateur la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Celle-ci doit être définie dans les documents particuliers du marché.

La globalisation pour des marchés issus de différents donneurs d'ordre est possible en cas d'accord des différents acteurs.

La clause doit faire profiter prioritairement les habitants du bassin d'emploi. Néanmoins, en cas de marchés limitrophes ou plus éloignés encore, la globalisation pourra être accordée sur justification (besoins explicites pour le candidat en matière de poursuite de parcours, nombre d'heures non significatif...)

La demande est étudiée par le facilitateur et l'Acheteur. Elle peut être recevable par le facilitateur et l'Acheteur si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Modalités de réalisation

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires.

Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençant a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.

Modalité n°1 : Embauche directe

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) ...

Modalité n°2 : La mise à disposition de personnel

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire, ...

Modalité n°3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci : Il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché (administratif, commercial, logistique, ...).

En cas de recours à la sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et La CPAM de Lille-Douai afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article « Volumes d'heures de travail réservées ».

10.2.2. L'accompagnement de l'insertion

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion. L'accompagnement de l'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, La CPAM de Lille-Douai a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par :

Mission Emploi Lys-Tourcoing
85 rue des Ursulines 59200 Tourcoing
Contact : M. Hugo VANDAMME
03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40
hvandamme@lamelt.fr

En fonction de la localisation géographique du titulaire et de la localisation de l'exécution du marché, la structure citée (ici, la Mission Emploi Lys-Tourcoing) peut orienter l'entreprise vers un autre facilitateur plus pertinent, pour apporter un accompagnement de proximité.

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :

Durant l'appel d'offre :

- 1) D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion
- 2) Durant la durée du marché
- 3) De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion,
- 4) D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...)
- 5) De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...)
- 6) De suivre l'application de la clause pour la CPAM de Lille-Douai
- 7) Faciliter les relations entre la CPAM de Lille-Douai, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

10.2.3. Modalités de contrôle

Dispositions générales

Le titulaire est tenu de fournir au facilitateur tous les éléments nécessaires au suivi et au contrôle du déroulement des actions d'insertion.

De façon trimestrielle, le titulaire fournira (sous huitaine ou quinzaine, maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le facilitateur produira à la demande du donneur d'ordre ou de l'entreprise les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 12 du présent CCAP.

Pour faciliter la réalisation de la clause sociale, le facilitateur ou le donneur d'ordre fournira à l'entreprise un dossier « Modalités de mise en œuvre des considérations sociales » comprenant la liste des pièces attendues en fonction des situations et des fiches types de justification.

Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer la CPAM de Lille-Douai et le facilitateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, la CPAM de Lille-Douai peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai la CPAM de Lille-Douai et le facilitateur.

A ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recourt à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

Défaut de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale

En cas de manquement du Titulaire à son engagement d'insertion et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du Marché aux torts du Titulaire dans les conditions décrites dans le présent CCAP, la CPAM de Lille-Douai applique une pénalité dans les conditions définies à l'article « Pénalités ».

Règles liées au respect du RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à :

v.houset@emploi-lystourcoing.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, M. Vianney HOUSET, Mission Emploi Lys-Tourcoing, 85 rue des Ursulines, BP 50357, 59336 TOURCOING CEDEX.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

Respect des engagements et pénalités

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas son engagement en matière d'insertion, après deux mises en demeure restées infructueuses, des pénalités pourront être appliquées.

L'insertion à l'issue du marché

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

11. CLAUSE DE REEXAMEN ET MODIFICATION DU MARCHÉ

11.1 Prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service

Le Maître d'Ouvrage peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives** après consultation au Titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendus définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat. Elles peuvent être imprévisibles et/ou rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

11.2. Solution technique innovante

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une **solution technique innovante** en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le Titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord du Maître d'Ouvrage et sur proposition Titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût

équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

11.3. Événement imprévisible et étranger

Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une **clause d'évolution des prix** dans les conditions suivantes : les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du Titulaire l'application de **mesures transitoires de prévention et de sécurité**.

Le Maître d'Ouvrage transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le Titulaire demande leur prise en charge par le Maître d'Ouvrage en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par le Maître d'Ouvrage, sans indemnité pour le titulaire.

11.4. Changement d'un cocontractant

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le Titulaire ou son représentant légal peut proposer au Maître d'Ouvrage un nouveau Titulaire pour le remplacer.

Le Maître d'Ouvrage vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire. A l'issue de cet examen, le Maître d'Ouvrage accepte ou refuse la substitution. En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou recomposition des responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus du Maître d'Ouvrage ou de désaccord entre les membres du groupement, le Maître d'Ouvrage résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation.

11.5. Evolution des BPU (clause de réexamen)

Par ailleurs, pour les fournitures du BPU qui ont évolué techniquement et qui n'existent donc plus tels qu'indiqués dans le BPU et dont la référence a changé : le Titulaire transmettra au Maître d'Ouvrage, ceci sans changement de prix (sauf cas des révisions prévues à l'article 7.1.2 du présent marché), l'information avec la nouvelle référence afin que le Maître d'Ouvrage puisse notifier au Titulaire un BP actualisé.

11.6. Clause de réexamens de l'accord-cadre

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'accord-cadre peut être modifié quel que soit son montant dans les conditions suivantes :

Dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année résultant :

- De modification du périmètre géographique (article 1.2 du présent CCAP) ;
- D'une modification réglementaire ;
- De la nécessité, pour un bâtiment donné, de faire appel à des prestations ou des fournitures spécifiques ne figurant pas au BPU ;
- D'une technologie innovante qui, à fonctionnalités équivalentes ou supérieures, permettrait, notamment, de réaliser des économies d'énergie, de réduire des émissions de solvants ou de gaz à effet de serre, de diminuer le coût global de possession, etc ;
- L'ajout de prestations ou fournitures aux BPU.

11.7. Clause de réexamen au sein des bons de commande ou des marchés subséquents :

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, les marchés subséquents et bons de commande pourront être modifiés, quels que soient leurs montants pour prendre en compte :

- Une modification réglementaire ;
- Une incohérence dans les prestations ;
- Une non-conformité non décelée lors de la consultation.

12. PÉNALITÉS DE RETARD

Tout délai d'exécution prévu par le présent marché pour la réalisation d'une prestation déterminée donnera lieu le cas échéant à l'application des pénalités suivantes.

Les pénalités de retard sont calculées au regard du délai d'exécution indiqué dans le bon de commande ou à défaut dans le présent C.C.A.P.

Seuls les retards fautifs donneront lieu à l'application des pénalités de retard.

Dans le cas où l'entrepreneur serait empêché d'intervenir dans le cadre de son délai contractuel, il devra le faire connaître à l'autorité compétente de l'Acheteur dans les **48 heures** afin que ceux-ci puissent prendre toutes dispositions utiles.

En application de l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxe du marché ou de la tranche considérée.

PÉNALITÉS SANS MISE EN DEMEURE PRÉALABLE

Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G. :

PÉNALITÉS	MONTANTS HT
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	50 € par jour calendaire de retard
Absences aux rendez-vous et réunions de chantier	75 € par absence (ou retard de plus de 30 Minutes)
Retard de remise de documents prévue au contrat	Une retenue forfaitaire provisoire de 500 € qui sera libérée après la remise complète des documents
Documentations ou livrables incomplets	50 € par jour de non-conformité
Retard dans la levée des réserves	100 € par jour calendaire de retard (délais précisés par le procès-verbal)
Utilisation de matériaux ou matériels non agréés	300 € par constat
Défaut de l'obligation de continuité	25 € par jour de retard après constatation de la non-conformité
Non-respect du tri des déchets sur le chantier	100 € par infraction constatée
Dépôt de matériels, matériaux en dehors des zones prescrits	80 € par jour ouvré
Non-respect du repliement du chantier et remise en état des lieux à la fin des travaux	80 € par jour ouvré
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité à l'hygiène à la signalisation du chantier	100 € par infraction constatée et jour ouvré
Absence de réponse à une demande de devis	50 € par jour ouvré
Présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au Maître de l'Ouvrage ou non agréée par lui)	500 € pour chaque infraction constatée
Non fourniture des éléments concernant l'article 10.1 clauses environnementales	50 € par constat
Absence au rendez-vous fixé par la CPAM de Lille-Douai autour de la démarche d'engagement et de suivi de la démarche d'insertion suivant la notification du marché en présence du prestataire désigné	50 € forfaitaire
Absence de transmission d'information trimestrielle sur la mise en œuvre des heures de clause	50 € forfaitaire

13. RESILIATION

Conformément à l'article 50 du CCAG travaux, le marché peut être résilié, de plein droit, au gré de l'Acheteur, contenu d'un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que le Titulaire, les ayants droits, le tuteur, le curateur, l'administrateur ou le liquidateur puissent prétendre à une indemnité quelconque, dans les cas suivants :

- En cas de décès ou incapacité civile du Titulaire ;
- En cas de redressement ou de liquidation judiciaire du Titulaire, sauf si une décision de justice permet de poursuivre le marché ;
- En cas d'incapacité physique manifeste et durable du Titulaire compromettant la bonne exécution du marché ;
- En cas d'événement ne provenant pas d'un fait du Titulaire qui rend absolument impossible l'exécution du marché, si le Titulaire le demande ;
- Au cas où le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 ou du CCAG ;
- Au cas où le Titulaire a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail ;
- Au cas de non restitutions des matériels, objets et approvisionnements qui ont été confiés au Titulaire ;
- Au cas où le Titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Au cas où le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus ;
- Au cas où des modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise du Titulaire sont de nature à compromettre l'exécution du marché ;
- Au cas où le Titulaire s'est livré, à l'occasion de son marché, à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations ;
- Au cas où postérieurement à la conclusion du marché, le Titulaire a été exclu de toute participation aux marchés de la personne publique ;
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés en annexe au règlement de consultation ou en cas de refus de produire les pièces prévues à l'article 14 du présent document ;
- Au cas où le Titulaire a contrevenu aux obligations de discrétion et n'a pas pris les mesures de sécurité ;
- En cas de manquement de l'entreprise à l'une de ses obligations contractuelles ;
- Dès lors que les pénalités atteignent 20 % du montant des travaux au cours de la même saison contractuelle.

14. ASSURANCE

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Titulaire est civilement responsable des dommages corporels, matériels, et immatériels, qui pourraient être causés aux installations, ou aux biens présents sur les sites de Douai et Lille, ainsi qu'au tiers, à l'occasion de ses interventions contractuelles.

Dans un délai de quinze jours à compter de l'attribution du marché, le Titulaire, ainsi que les co-traitants et sous-traitants éventuels, doivent justifier qu'ils sont Titulaires :

- D'une assurance garantissant les dommages corporels ;
- D'une assurance garantissant les tiers.

Le Titulaire sera assuré pour les risques suivants :

- Responsabilité civile (entretien maintenance) : illimités ;
- Responsabilité civile (travaux) : illimités ;
- Dommages corporels illimités ;
- Dommages matériels et immatériels **1 000 000 € (un million d'Euros HT).**

Aucun ordre de service ne peut être émis, sans les attestations des compagnies d'assurances des intéressées (Titulaire, sous-traitant, co-traitant).

15. AUTRES PIECES A PRODUIRE

Les entrepreneurs devront produire tous les 6 mois à compter de la notification du marché jusqu'à son terme :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** (ou NOTI1),
- Une attestation de fourniture de déclarations fiscales et de paiement des cotisations **datant de moins de 6 mois**.
- La **liste nominative des salariés étrangers** employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D8254-2, D8254-3, D8254-4, D8254-5 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant l'autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.

16. OBLIGATION LIEES A LA SECURITE ET CONFIDENTIALITE

1. Chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre partie, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles ;
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat ;
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat ;
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat ;
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie ;
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission ;
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par eux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du contrat ;
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre partie et sans restriction ;
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre partie.

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq ans à compter de la fin du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

4. Le démarrage de la prestation fait l'objet d'un plan de prévention qui est établi à l'initiative de l'Acheteur en collaboration avec le Titulaire dans un délai maximum de 15 jours à compter de la notification du marché. Ce plan de prévention applicable au marché est validé avant toute intervention sur le site. Toute l'attention du Titulaire est mobilisée dans le cadre de la réalisation des prestations pour que son personnel ne travaille pas de manière isolée.

5. Livret de sécurité : Un livret de sécurité sera remis au titulaire du marché lors du courrier d'attribution. Un engagement de confidentialité devra nous être retournée obligatoirement signer sous 15 jours.

6. Une carte d'accès sera fournie au prestataire afin de faciliter l'accès aux locaux. Toutefois lors de son arrivée et de son départ, le personnel du titulaire doit s'enregistrer dans le livret d'accueil mis à disposition au moyen généraux.

17. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

17.1 Obligations générales

A compter du 25 mai 2018, les données personnelles collectées par le titulaire d'un marché ou d'un accord-cadre, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016). Dans ce cadre, le Titulaire, qui agit en tant que sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données pour le compte de l'acheteur responsable du traitement, s'engage à :

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat;
- Collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution du marché ou de l'accord-cadre, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite de l'acheteur ;
- Collecter et traiter les données conformément aux instructions données par l'acheteur et informer ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire communique à l'Acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un en application de l'article 37 du Règlement Général sur la Protection des Données.

L'Acheteur s'engage à fournir au Titulaire les données objet du traitement et à communiquer par écrit au sous-traitant les instructions concernant le traitement des données.

17.2 Sous-traitance

Le titulaire peut, avec l'accord préalable de l'acheteur, faire appel à un autre sous-traitant pour mener les activités de traitement spécifique. Dans un tel cas, il informe préalablement par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. L'information transmise à l'acheteur indique précisément les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que les dates du contrat de sous-traitance. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties techniques et organisationnelles suffisantes permettant d'assurer le traitement des données conformément au présent article.

Le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations prévues au présent article. Le titulaire demeure toutefois pleinement responsable des obligations relatives au traitement des données réalisées par le sous-traitant devant l'acheteur.

17.3 Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire fournit aux personnes concernées, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements des données réalisées, suivant la formulation et le format convenu avec l'acheteur.

17.4 Exercice des droits des personnes

Le titulaire s'efforce de fournir, à l'acheteur, l'aide nécessaire pour lui permettre de remplir son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée).

Le titulaire répond, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le Règlement Européen sur la Protection des Données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent article.

17.5 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie, dès qu'il en a connaissance, à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'Acheteur de notifier si nécessaire cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

17.6 Assistance du titulaire dans le cadre du respect par l'Acheteur de ses obligations :

Le titulaire fournit à l'acheteur l'assistance nécessaire pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Le titulaire met à disposition de l'acheteur la documentation nécessaire à la démonstration du respect de toutes ses obligations, et permettre la réalisation d'audits, inspections, par l'acheteur ou par un tiers mandaté.

17.7 Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, en ce compris la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de respecter la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement, les moyens permettant de garantir la disponibilité des données à caractère personnel et une procédure visant à tester, analyser et évaluer l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

17.8 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement réalisées pour le compte de l'acheteur conformément au Règlement général sur la protection des données.

17.9 Sort des données

Au terme de la prestation de traitement des données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi des données doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction. Toutefois, l'acheteur pourra s'il le souhaite, demander au titulaire de procéder à la destruction des données ou de les renvoyer à la personne désignée par l'acheteur.

18. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (article L.551-1 à 12 du Code de la Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché, ou à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- Soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'état du 4 avril 2014 n° 358994 « Tarn et Garonne », dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du marché.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal judiciaire de Lille
13 avenue du Peuple Belge
59034 LILLE CEDEX

Tél : 03 20 78 33 33

Email : tj1-lille@justice.fr

19. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Tableau de dérogation au CCAG travaux :

ARTICLE DU PRÉSENT CCAP	DÉROGATION AU CCAG	OBJET DE LA DÉROGATION
5	3.4	Intervenant
6.2	3.8	Bon de commande vaut ordre de service
7.1.3	50	Clause de sauvegarde
8.3	3.6.1.2	Demande paiement direct au sous-traitant
9.2	44.2	Prolongation automatique de garantie

ARTICLE DU PRÉSENT CCAP	DÉROGATION AU CCAG	OBJET DE LA DÉROGATION
10.2.1	20.1.1.1	Liste du public éligible recruté et accompagné dans une structure reconnue par l'Etat
10.2.1	20.1.1.2	Liste du public éligible à des critères d'éloignement du marché du travail
10.2.3 et 12	20.1.5	Pénalités
12	19.2.3	Pénalités